

**Fiducie Desjardins inc.
Informations financières et
inhérentes à la gestion des risques
(non auditées)**

Pour la période terminée le 31 mars 2020

Table des matières

	Page		Page
REMARQUES À L'INTENTION DU LECTEUR		FONDS PROPRES	
Utilisation de ce document	2	Accord de Bâle III	7
La Fiducie Desjardins inc. en bref	2	Déclaration des fonds propres	7
Mode de présentation de l'information financière	2		
INFORMATIONS FINANCIÈRES		GESTION DES RISQUES	
Bilan	2	Structure et organisation de la fonction chargée de la gestion des risques	7
État du résultat	3	Cadre de gestion intégrée des risques	7
État du résultat global	3	Risque de crédit	9
État des variations des capitaux propres	4	Risque de marché	9
Valeurs mobilières	4	Risque de liquidité	9
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	5	Risque opérationnel	10
Provision pour pertes de crédit	5	Risque stratégique	10
Dépôts	5	Risque de réputation	10
Sensibilité aux taux d'intérêt et appariement des échéances	6	Risque environnemental ou social	10
		Risque juridique et réglementaire	11

REMARQUES À L'INTENTION DU LECTEUR

UTILISATION DE CE DOCUMENT

Les Informations financières et inhérentes à la gestion des risques (ce document) visent à soutenir la transparence et la communication des informations financières et inhérentes à la gestion des risques de la Fiducie Desjardins inc., et à permettre aux différents intervenants du marché financier d'apprécier le profil de risque de cette dernière. Les informations présentées dans ce document sont non auditées.

LA FIDUCIE DESJARDINS INC. EN BREF

La Fiducie Desjardins inc. (Société) est un fiduciaire constitué en société de fiducie et de prêt, est enregistrée en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada), et offre une gamme de produits et de services, y compris des activités de garde de valeurs et des services fiduciaires aux particuliers et aux entreprises. Elle est une filiale en propriété exclusive de Desjardins Holding financier inc., qui est détenue à 100 % par la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération). Son siège social est situé au 1, Complexe Desjardins, Montréal (Québec), Canada. Elle retient les services de la Fédération et de certaines de ses filiales par l'intermédiaire d'une entente de services et d'impartition afin de soutenir son exploitation tant sur le plan de la prise en charge de son personnel que de ses besoins en biens mobiliers et immobiliers. En vertu de cette entente, la Fédération et ses filiales acceptent de fournir la quasi-totalité de ses services administratifs et opérationnels à la Société. Celle-ci est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers annuels sont préparés par la direction de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et aux exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec et du BSIF, qui ne diffèrent pas des IFRS. Les IFRS représentent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les informations financières non auditées présentées dans ce document sont extraites principalement des états financiers annuels et intermédiaires de la Société. À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Tableau 1 – Bilan

(en milliers de dollars)

	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
ACTIF		
Trésorerie	168 546 \$	141 427 \$
Valeurs mobilières		
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	456 983	459 204
Titres au coût amorti	1 420 969	1 575 584
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	155 878	61 975
Intérêts à recevoir	3 608	4 804
Sommes à recevoir des clients	28 166	33 419
Actifs d'impôt différé	-	579
Autres actifs	8 280	9 033
TOTAL DE L'ACTIF	2 242 430 \$	2 286 025 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIF		
Dépôts	454 879 \$	442 535 \$
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	1 580 073	1 641 447
Passifs nets au titre du régime à prestations définies	1 848	2 029
Passifs d'impôt différé	516	-
Autres passifs	11 995	13 071
TOTAL DU PASSIF	2 049 311	2 099 082
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	59 972	59 972
Résultats non distribués	130 283	127 018
Cumul des autres éléments du résultat global	2 864	(47)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	193 119	186 943
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	2 242 430 \$	2 286 025 \$

Tableau 2 – État du résultat

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2020	2019
REVENUS D'HONORAIRES ET AUTRES REVENUS		
Administration et garde de titres	11 996 \$	11 555 \$
Services fiduciaires aux entreprises et aux particuliers	9 697	9 240
Autres	6 461	3 412
	28 154	24 207
REVENUS NETS DE PLACEMENT		
REVENU NET D'INTÉRÊTS		
Revenu d'intérêts	12 070	13 334
Frais d'intérêts	(9 727)	(10 693)
	2 343	2 641
AUTRES REVENUS NETS DE PLACEMENT		
Gains nets réalisés sur les titres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	172	63
Autres	264	(345)
	436	(282)
REVENUS NETS DE PLACEMENT	2 779	2 359
REVENU TOTAL	30 933	26 566
DOTATION (RECOUVREMENT) À LA PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT⁽¹⁾	792	(56)
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS		
Ententes de service et impartition	17 230	12 801
Honoraires	531	755
Frais de dépositaires	2 419	2 660
Autres	5 830	3 377
	26 010	19 593
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	4 131	7 029
Impôts sur le résultat	1 011	1 871
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	3 120 \$	5 158 \$

⁽¹⁾ Correspond à la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur les valeurs mobilières au coût amorti et classées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Tableau 3 – État du résultat global

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2020	2019
Résultat net de la période	3 120 \$	5 158 \$
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement à l'état du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre du régime à prestations définies	145	-
	145	-
Autres éléments du résultat global (net d'impôts)		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Gains nets non réalisés	3 038	594
Reclassement des gains nets à l'état du résultat	(127)	(46)
	2 911	548
Total des autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	3 056	548
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	6 176 \$	5 706 \$

Tableau 4 – État des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars

(en milliers de dollars)	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	59 972 \$	127 018 \$	(47) \$	186 943 \$
Résultat net de la période	-	3 120	-	3 120
Autres éléments du résultat global pour la période	-	145	2 911	3 056
Résultat global de la période	-	3 265	2 911	6 176
SOLDE AU 31 MARS 2020	59 972 \$	130 283 \$	2 864 \$	193 119 \$
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	59 972 \$	109 872 \$	238 \$	170 082 \$
Résultat net de la période	-	5 158	-	5 158
Autres éléments du résultat global pour la période	-	-	548	548
Résultat global de la période	-	5 158	548	5 706
SOLDE AU 31 MARS 2019	59 972 \$	115 030 \$	786 \$	175 788 \$

Tableau 5 – Valeurs mobilières

Au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)	Échéances			Total
	Moins de 1 an	1 an ou plus	Sans échéance	
Titres émis ou garantis par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	157 288 \$	63 216 \$	- \$	220 504 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	322 564	57 742	(59)	380 247
Autres titres				
Institutions financières	1 243 111	10 138	(1 509)	1 251 740
Autres émetteurs	25 488	-	(27)	25 461
Total des valeurs mobilières	1 748 451 \$	131 096 \$	(1 595) \$	1 877 952 \$

Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)	Échéances			Total
	Moins de 1 an	1 an ou plus	Sans échéance	
Titres émis ou garantis par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	253 595 \$	67 052 \$	- \$	320 647 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	258 942	40 871	(67)	299 746
Autres titres				
Institutions financières	1 380 018	15 453	(842)	1 394 629
Autres émetteurs	19 781	-	(15)	19 766
Total des valeurs mobilières	1 912 336 \$	123 376 \$	(924) \$	2 034 788 \$

Tableau 5 – Valeurs mobilières (suite)

Au 31 mars 2020	Répartition par provinces (excluant les titres émis ou garantis par des entités gouvernementales canadiennes)										
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Ontario	Québec	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Terre-Neuve-et-Labrador	International	Total
(en milliers de dollars)											
Titres émis ou garantis	5 391 \$	8 389 \$	7 511 \$	60 193 \$	47 673 \$	231 063 \$	9 295 \$	2 097 \$	8 635 \$	- \$	380 247 \$
Autres titres	90 813	-	-	-	568 976	444 674	-	167 589	-	5 149	1 277 201
	96 204 \$	8 389 \$	7 511 \$	60 193 \$	616 649 \$	675 737 \$	9 295 \$	169 686 \$	8 635 \$	5 149 \$	1 657 448 \$

Au 31 décembre 2019	Répartition par provinces (excluant les titres émis ou garantis par des entités gouvernementales canadiennes)										
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Ontario	Québec	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Terre-Neuve-et-Labrador	International	Total
(en milliers de dollars)											
Titres émis ou garantis	875 \$	- \$	- \$	- \$	57 729 \$	241 142 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	299 746 \$
Autres titres	126 278	-	-	-	529 776	569 439	-	183 949	-	4 953	1 414 395
	127 153 \$	- \$	- \$	- \$	587 505 \$	810 581 \$	- \$	183 949 \$	- \$	4 953 \$	1 714 141 \$

Tableau 6 – Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Résidents	155 878 \$	61 975 \$
Non-résidents	-	-
Total	155 878 \$	61 975 \$

Dans le cours normal de ses activités, la Société effectue des opérations de prêts de valeurs qui incluent des conventions de rachat et de revente ainsi que des prêts de titres. Dans le cadre de ces transactions, la Société agit à titre de gardien de valeurs pour le titulaire d'une valeur mobilière qui l'autorise à la prêter à un emprunteur moyennant une commission dont la forme et les modalités sont déterminées par un contrat préétabli en vertu duquel la Société peut assumer certains risques.

Tableau 7 – Provision pour pertes de crédit

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	172 \$	37 \$
Sur les titres au coût amorti ⁽²⁾	1 595	924
Total	1 767 \$	961 \$

⁽¹⁾ La provision pour pertes de crédit sur les titres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est présentée dans le cumul des autres éléments du résultat global au bilan.

⁽²⁾ La provision pour pertes de crédit sur les titres au coût amorti est présentée en réduction des titres au bilan et elle est considérée comme non sensible aux taux d'intérêt.

Tableau 8 – Dépôts

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Type		
À vue	183 039 \$	176 862 \$
À terme	271 840	265 673
Total	454 879 \$	442 535 \$

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Répartition par provinces		
Québec	437 190 \$	425 798 \$
Ontario	17 628	16 676
Nouveau-Brunswick	61	61
Total	454 879 \$	442 535 \$

Tableau 9 – Sensibilité aux taux d'intérêt et appariement des échéances

Au 31 mars 2020	Échéances							Non sensibles aux taux d'intérêt et provisions	Total
	Taux variable	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans			
(en milliers de dollars)									
Actif									
Trésorerie	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	168 546 \$	168 546 \$	
Valeurs mobilières	-	1 000 110	212 632	535 709	4 989	126 107	(1 595)	1 877 952	
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	-	155 874	-	-	-	-	4	155 878	
Intérêts à recevoir	-	-	-	-	-	-	3 608	3 608	
Sommes à recevoir des clients	-	-	-	-	-	-	28 166	28 166	
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	8 280	8 280	
Total de l'actif	- \$	1 155 984 \$	212 632 \$	535 709 \$	4 989 \$	126 107 \$	207 009 \$	2 242 430 \$	
Passif et capitaux propres									
Dépôts	183 039 \$	27 253 \$	19 656 \$	70 137 \$	62 589 \$	92 205 \$	- \$	454 879 \$	
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	1 579 902	-	-	-	-	171	1 580 073	
Passifs nets au titre du régime à prestations définies	-	-	-	-	-	-	1 848	1 848	
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	516	516	
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	11 995	11 995	
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	193 119	193 119	
Total du passif et des capitaux propres	183 039 \$	1 607 155 \$	19 656 \$	70 137 \$	62 589 \$	92 205 \$	207 649 \$	2 242 430 \$	
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(183 039)\$	(451 171)\$	192 976 \$	465 572 \$	(57 600)\$	33 902 \$	(640)\$	- \$	

Au 31 décembre 2019⁽¹⁾

Au 31 décembre 2019 ⁽¹⁾	Échéances							Non sensibles aux taux d'intérêt et provisions	Total
	Taux variable	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans			
(en milliers de dollars)									
Actif									
Trésorerie	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	141 427 \$	141 427 \$	
Valeurs mobilières	-	1 222 722	301 802	387 812	25 564	97 812	(924)	2 034 788	
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	-	61 972	-	-	-	-	3	61 975	
Intérêts à recevoir	-	-	-	-	-	-	4 804	4 804	
Sommes à recevoir des clients	-	-	-	-	-	-	33 419	33 419	
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	579	579	
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	9 033	9 033	
Total de l'actif	- \$	1 284 694 \$	301 802 \$	387 812 \$	25 564 \$	97 812 \$	188 341 \$	2 286 025 \$	
Passif et capitaux propres									
Dépôts	176 862 \$	31 084 \$	28 042 \$	54 909 \$	63 021 \$	88 617 \$	- \$	442 535 \$	
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	1 640 771	-	-	-	-	676	1 641 447	
Passifs nets au titre du régime à prestations définies	-	-	-	-	-	-	2 029	2 029	
Autres passifs	-	-	-	-	-	-	13 071	13 071	
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	186 943	186 943	
Total du passif et des capitaux propres	176 862 \$	1 671 855 \$	28 042 \$	54 909 \$	63 021 \$	88 617 \$	202 719 \$	2 286 025 \$	
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(176 862)\$	(387 161)\$	273 760 \$	332 903 \$	(37 457)\$	9 195 \$	(14 378)\$	- \$	

⁽¹⁾ Certains chiffres de la période précédente ont été redressés.

FONDS PROPRES

ACCORD DE BÂLE III

Les ratios de fonds propres de la Société sont calculés selon la Ligne directrice sur les normes de fonds propres émise par le BSIF et s'expriment en pourcentage des fonds propres réglementaires par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio minimal de fonds propres de la catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires que doit maintenir la Société afin de satisfaire aux exigences réglementaires est de 7 %. De plus, le ratio de fonds propres de la catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres doivent respectivement être supérieurs à 8,5 % et à 10,5 %. Ces ratios minimaux incluent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %.

Le BSIF exige également que la Société conserve un ratio de levier supérieur à 3 %. Ce ratio se définit comme étant la mesure des fonds propres, soit les fonds propres de la catégorie 1, divisée par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition comprend les actifs au bilan ainsi que les expositions liées aux opérations de financement par titres.

Tableau 10 – Déclaration des fonds propres

(en milliers de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Fonds propres de la catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires		
Actions ordinaires	59 972 \$	59 972 \$
Résultats non distribués	130 283	127 018
Cumul des autres éléments du résultat global	2 864	(47)
Fonds propres nets de la catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	193 119 \$	186 943 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques	592 372 \$	669 681 \$
Total de l'exposition au ratio de levier⁽¹⁾	2 180 841 \$	2 411 214 \$
Ratios		
Fonds propres de la catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	32,6 %	27,9 %
Fonds propres de la catégorie 1	32,6	27,9
Total des fonds propres	32,6	27,9
Levier ⁽¹⁾	8,9	7,8
Ratios minimaux		
Fonds propres de la catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	7,0 %	7,0 %
Fonds propres de la catégorie 1	8,5	8,5
Total des fonds propres	10,5	10,5
Levier	3,0	3,0

⁽¹⁾ Les titres émis par des états souverains respectant les critères d'admissibilité au titre d'actifs liquides de haute qualité ont été exclus du total de l'exposition au ratio de levier conformément aux mesures d'allègement instaurées par le BSIF en réaction à la pandémie de COVID-19.

GESTION DES RISQUES

STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FONCTION CHARGÉE DE LA GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à différents risques dans le cours normal de ses activités, notamment au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité, au risque opérationnel, au risque stratégique, au risque de réputation, au risque environnemental ou social et au risque juridique et réglementaire. La gestion rigoureuse et efficace de ces risques constitue une priorité pour la Société et vise à soutenir ses grandes orientations, entre autres, à l'égard de sa solidité financière et de sa croissance soutenue et rentable dans le respect des exigences réglementaires. La Société considère les risques comme des éléments indissociables de son développement et, par conséquent, cherche à promouvoir une approche proactive pour laquelle la gestion des risques est une responsabilité qui incombe à tous au sein de l'organisation.

CADRE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES

L'objectif de la Société en matière de gestion des risques est d'optimiser la relation risque-rendement en élaborant et en appliquant des stratégies, des encadrements, des pratiques ainsi que des processus de gestion des risques intégrés à l'ensemble de ses activités. À cet égard, la Société s'est dotée d'un Cadre de gestion intégrée des risques en cohérence avec les stratégies d'affaires et la philosophie de prise de risque de l'organisation visant, entre autres, à donner à sa direction et à son conseil d'administration un niveau de confiance et de confort approprié quant à la compréhension et à la gestion des risques liés à l'atteinte de ses objectifs.

Ce Cadre de gestion intégrée des risques est cohérent avec celui du Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins ou Mouvement) et couvre l'ensemble des activités de la Société. Comme le Mouvement, la Société privilégie une approche globale et coordonnée pour gérer les risques de façon intégrée, c'est-à-dire en tenant compte des interrelations et des interdépendances entre les différents risques.

L'appétit pour le risque est une constituante importante du Cadre de gestion intégrée des risques et permet de déterminer le niveau et le type de risque que la Société souhaite prendre dans l'atteinte de ses objectifs stratégiques, financiers et d'affaires. L'appétit pour le risque est une partie intégrante de la planification stratégique qui permet d'orienter la prise de risque afin d'assurer la stabilité et la pérennité de la Société advenant des événements futurs défavorables qui pourraient affecter la réputation, la volatilité de la rentabilité, l'adéquation de la capitalisation ou les liquidités. L'appétit pour le risque sert ainsi d'assise à la gestion intégrée des risques en favorisant une meilleure compréhension de l'incidence des principaux risques et des facteurs de risque émergents sur les résultats réels de la Société.

Le Cadre d'appétit pour le risque reflète les valeurs, la mission et la philosophie de prise de risque de la Société. Il repose sur les énoncés suivants :

- Prendre les risques nécessaires pour enrichir la vie des personnes et des communautés, et contribuer au développement d'une économie durable et responsable, et gérer ces risques consciencieusement;
- Protéger la réputation de la Société auprès des membres, des clients, des communautés, des autorités réglementaires et des autres parties prenantes, et ce dans le respect de ses valeurs coopératives;
- Comprendre les risques découlant des activités de la Société et s'engager uniquement dans de nouvelles activités pour lesquelles les risques sont définis, évalués et compris;
- Grâce à une rentabilité adéquate en fonction des risques encourus, assurer la pérennité de la Société pour permettre un retour aux membres et aux communautés ainsi que pour respecter ses engagements financiers;
- Maintenir la stabilité financière au sein du marché en conservant un niveau de capitalisation qui satisfait aux attentes du marché et qui respecte les exigences réglementaires;
- Gérer les liquidités et les activités de refinancement pour se prémunir contre le risque de liquidité;
- Éviter des concentrations de risques trop importantes;
- Assurer une gestion adéquate des risques opérationnels et réglementaires.

Le Cadre d'appétit pour le risque prévoit également un système d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs de risque qui sont suivis régulièrement afin d'assurer que le profil de risque de la Société demeure en adéquation avec l'appétit pour le risque établi par la haute direction et le conseil d'administration. Sur une base trimestrielle, le profil de risque du Mouvement Desjardins est analysé par la première vice-présidence Gestion des risques (PVPGR) et présenté à la haute direction ainsi qu'au conseil d'administration. En cas de dépassement du seuil ou de la limite d'un indicateur d'appétit pour le risque, une investigation immédiate est requise. Le commentaire justificatif ainsi que le plan d'action, lorsqu'applicable, sont alors portés à l'attention des instances concernées. Le conseil d'administration est responsable de l'approbation du dispositif lié à l'appétit pour le risque et s'assure que les objectifs stratégiques et financiers de l'organisation respectent son appétit pour le risque.

Le Cadre d'appétit pour le risque est révisé régulièrement et soumis au conseil d'administration de la Fédération pour approbation. La PVPGR communique les grandes orientations en matière d'appétit pour le risque aux secteurs d'activité et aux composantes et soutient ceux-ci dans la mise en œuvre de ces notions en s'assurant de la cohérence de l'ensemble des indicateurs, des cibles, des seuils et des limites avec le Cadre d'appétit du Mouvement Desjardins.

La structure et les principes de gouvernance de la Société respectent les critères de la réglementation applicable à une société de fiducie fédérale. Son conseil d'administration assume les responsabilités d'orientation, de planification, de coordination et de surveillance de l'ensemble de ses activités. Il voit notamment à la supervision de la gestion des risques, à l'examen des systèmes de contrôle interne ainsi qu'à l'adoption des encadrements pertinents en matière de gestion des risques et au respect de leur mise en œuvre. Afin de le soutenir dans ses responsabilités spécifiques à l'égard de la gestion des risques, le conseil d'administration est appuyé par le comité Gestion des risques, le comité d'audit ainsi que le comité de révision. Tous ces comités bénéficient du soutien du Mouvement Desjardins en matière d'encadrement.

Les responsabilités de la direction de la Société au chapitre de la gestion des risques visent à assurer le respect de saines pratiques en matière de gestion des risques. Elle veille notamment à l'élaboration, à la mise en œuvre, à la surveillance et à l'examen des encadrements appropriés. Elle s'assure également que la Société est en mesure d'identifier tous les risques importants, d'évaluer leurs répercussions potentielles et de mettre en place des pratiques, des procédures et des mesures de contrôle pour les gérer efficacement.

L'approche de gestion des risques du Mouvement Desjardins et de la Société repose sur des principes favorisant la responsabilité de leurs unités d'affaires. La fonction de gestion des risques du Mouvement et de la Société s'assure, quant à elle, que ces unités réussissent à gérer et à maîtriser au jour le jour les risques associés à leurs activités.

Encadrements et pratiques inhérents à la gestion des risques

La Société dispose d'encadrements en matière de gestion des risques pour l'appuyer dans le développement de ses affaires et atteindre ses objectifs stratégiques. Elle prend les dispositions nécessaires pour en assurer la mise en œuvre, la tenue et le maintien afin de satisfaire aux exigences réglementaires auxquelles elle est assujettie.

Les principaux encadrements inhérents à la gestion des risques concernent notamment :

- la gestion intégrée des risques;
- l'appétit pour le risque;
- la gouvernance de la modélisation du risque;
- les simulations de crise;
- l'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres;
- la gestion du risque opérationnel;
- la gestion du risque de liquidité;
- la gestion du risque de taux d'intérêt;
- la gestion du risque de crédit, de contrepartie et d'émetteur;
- les prêts de titres;
- les placements.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de pertes découlant du manquement d'un emprunteur, d'un garant, d'un émetteur ou d'une contrepartie de s'acquitter de ses obligations contractuelles figurant ou non au bilan.

Des politiques dictent les limites par engagements, émetteurs et contreparties, emprunteurs, groupes d'emprunteurs et secteurs d'activité. Elles sont examinées par la direction et le comité Gestion des risques, qui les recommandent au conseil d'administration.

Atténuation du risque de crédit

Dans ses opérations de prêts de valeurs, qui incluent des conventions de rachat et de revente ainsi que des emprunts et des prêts de titres, la Société utilise différentes techniques pour réduire son risque envers ses contreparties.

Les transactions de prêts de valeurs sont encadrées par des conventions de participation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Pour atténuer le risque de crédit auquel elle est exposée, la Société utilise également des ententes de compensation avec ses contreparties et exige un pourcentage de constitution de garanties (sûretés financières) sur ces transactions.

La Société n'accepte de ses contreparties que des sûretés financières qui respectent les critères d'admissibilité définis dans ses politiques. Ces critères favorisent la réalisation rapide des sûretés, s'il y a lieu, advenant une situation de défaut. Les sûretés reçues et données par la Société prennent principalement la forme de trésorerie et de titres de gouvernements.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque de variation de la juste valeur d'instruments financiers découlant d'une fluctuation des paramètres affectant cette valeur, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit et leur volatilité.

La Société est principalement exposée au risque de marché en raison de ses activités d'intermédiation financière et de prêts de valeurs. Elle a adopté des politiques décrivant les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion du risque de marché.

Le risque de taux d'intérêt est la principale composante du risque de marché auquel la Société est exposée. Une gestion saine et prudente est exercée pour optimiser le revenu net d'intérêts tout en minimisant l'incidence défavorable des mouvements des taux d'intérêt. Les politiques élaborées décrivent les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion de ce risque. Le comité de direction de la Société a la responsabilité d'analyser et d'entériner les différentes stratégies d'appariement des taux d'intérêt dans le respect des paramètres définis par les politiques.

Des informations supplémentaires sur la situation de la Société à l'égard de la sensibilité aux taux d'intérêt et à l'appariement des échéances sont fournies dans le tableau 9 « Sensibilité aux taux d'intérêt et appariement des échéances » de ce document.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité correspond au risque lié à la capacité de la Société de réunir les fonds nécessaires (par augmentation du passif ou conversion de l'actif) pour faire face à une obligation financière figurant ou non au bilan.

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir à la Société, en temps opportun et de façon rentable, l'accès aux fonds nécessaires pour honorer ses engagements financiers lorsqu'ils deviennent exigibles, tant en situation normale qu'en situation de crise. La gestion de ce risque se traduit par le maintien d'un niveau suffisant de titres liquides. De plus, la Société s'assure, par l'intermédiaire du Mouvement, qu'elle dispose d'un approvisionnement en fonds stable et diversifié, d'un suivi d'indicateurs et d'un plan de contingence en cas de crise de liquidités.

La gestion du risque de liquidité constitue un volet clé de la stratégie globale de gestion des risques. La Société a établi une politique décrivant les principes, les limites, les seuils d'appétit pour le risque ainsi que les mécanismes applicables à la gestion du risque de liquidité. La politique est revue régulièrement afin d'assurer sa concordance avec le contexte opérationnel, les conditions de marché et les exigences des organismes de réglementation. Elle intègre, entre autres, les exigences de la ligne directrice B-6, *Principes de liquidité*, publiée par le BSIF, ainsi que le suivi et le respect des nouvelles normes sur le ratio de liquidité à court terme (LCR) de même que les flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF) en vertu de l'Accord de Bâle III. Cette politique a été approuvée par le conseil d'administration, et son suivi est effectué par le comité Gestion des risques. Au cours du trimestre, la Société a déposé les rapports mensuels sur les LCR et NCCF auprès du BSIF.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable à des processus, à des personnes, à des systèmes internes ou à des événements extérieurs se soldant par des pertes, par la non-atteinte des objectifs ou par des conséquences négatives sur la réputation.

Le risque opérationnel est inhérent à toutes les activités de la Société, y compris les pratiques de gestion et de contrôle des autres domaines de risque (crédit, marché, liquidité, etc.), ainsi qu'aux activités réalisées par une tierce partie. Ce risque peut entraîner des pertes découlant principalement de vols et de fraudes, de dommages aux actifs corporels, d'actes non conformes à la réglementation ou à la législation, de dysfonctionnements des systèmes, d'accès non autorisés aux systèmes informatiques, de cybermenaces ainsi que de problèmes ou d'erreurs dans la gestion des processus. Afin de maintenir ce risque à un niveau acceptable, un cadre de gestion du risque opérationnel a été élaboré et déployé à l'échelle de l'organisation. Ce cadre comprend les pratiques usuelles qui permettent une saine gestion des opérations et s'appuie sur le modèle des trois lignes de défense en définissant clairement les rôles et responsabilités liés à la gestion des opérations et des risques.

Cadre de gestion du risque opérationnel

Le cadre de gestion du risque opérationnel permet d'assurer l'identification, la mesure, l'atténuation et le suivi de ce risque ainsi que l'intervention et la communication le concernant, conformément à l'appétit pour ce risque de même qu'aux encadrements adoptés par le conseil d'administration. Il est appuyé par des principes directeurs qui établissent les fondements de la gestion du risque opérationnel. Parallèlement, le cadre de gestion du risque opérationnel fait le lien avec les autres domaines de risque.

Ce cadre est révisé annuellement afin d'assurer son adéquation et sa pertinence en fonction du profil de risque du Mouvement et de l'évolution des pratiques de l'industrie.

RISQUE STRATÉGIQUE

Le risque stratégique correspond au risque de subir une perte attribuable à l'incapacité de s'adapter à l'évolution de l'environnement en raison d'un défaut d'agir, de choix stratégiques inadéquats ou de l'incapacité d'assurer la mise en œuvre efficace des stratégies.

Il appartient d'abord à leurs directions et conseils d'administration d'aborder et de définir les orientations stratégiques du Mouvement Desjardins et de la Société, en considérant l'appétit pour le risque, selon les mécanismes de consultation qui leur sont propres, et de suivre leur évolution. Les événements susceptibles de compromettre l'atteinte des objectifs stratégiques du Mouvement et de la Société font l'objet d'un suivi systématique et périodique par leurs administrateurs et leur direction. À cet égard, les secteurs d'activité et les fonctions de soutien identifient et évaluent périodiquement les événements et risques susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs stratégiques et ils font rapport à ce sujet aux instances appropriées.

RISQUE DE RÉPUTATION

Le risque de réputation correspond au risque qu'une perception négative des parties prenantes, fondée ou non, concernant les pratiques, les actions ou l'inaction de la Société puisse avoir une incidence défavorable sur ses revenus et ses fonds propres ainsi que sur la confiance envers elle ou le Mouvement Desjardins.

La réputation est d'une importance fondamentale et le risque qui lui est associé ne peut être géré indépendamment des autres risques. La gestion du risque de réputation dans tous les secteurs d'activité est donc une préoccupation constante pour le Mouvement Desjardins et la Société. À cet égard, ces derniers visent à ce que l'ensemble des employés soient sensibilisés en tout temps aux répercussions possibles de leurs actions sur sa réputation et son image. Le Mouvement Desjardins et la Société considèrent qu'il est essentiel de favoriser une approche proactive de gestion des risques dans laquelle l'intégrité et l'éthique sont des valeurs fondamentales.

Le Mouvement Desjardins a défini un cadre de gestion ainsi que les rôles et les responsabilités à l'égard du risque de réputation. Cet encadrement s'ajoute aux divers mécanismes déjà en place pour identifier, mesurer et encadrer ce risque, notamment les initiatives de gestion du risque opérationnel mentionnées précédemment, le programme de conformité réglementaire, les règles de déontologie et l'évaluation du risque de réputation dans le cadre de nouvelles initiatives ou du lancement de nouveaux produits. Tous ces aspects visent à favoriser une saine gestion de ce risque. Il revient à l'ensemble des dirigeants et des employés d'exercer leurs activités conformément à ces principes et aux valeurs du Mouvement Desjardins et de la Société.

RISQUE ENVIRONNEMENTAL OU SOCIAL

Le risque environnemental ou social résulte d'un événement environnemental ou d'un enjeu social dans le cadre des opérations de la Société dont les conséquences seraient susceptibles d'engendrer des pertes financières ou une atteinte à sa réputation.

En ce qui concerne le risque environnemental, les pertes financières potentielles peuvent découler d'une augmentation des coûts ou de la dépréciation d'un actif relatif à un risque interne, soit un risque généré par la Société et ayant des répercussions négatives sur l'environnement, ou un risque externe, soit un événement provoqué par l'environnement et ayant un effet néfaste sur la Société.

Les changements climatiques sont identifiés comme un facteur de risque externe. Il se définit comme la vulnérabilité d'une entité face aux effets néfastes des changements climatiques dont les conséquences seraient susceptibles d'engendrer des pertes financières.

Le risque environnemental ou social fait partie intégrante du Cadre de gestion intégrée des risques du Mouvement Desjardins de sorte que les éléments qui pourraient affecter la Société sont gérés dans une perspective Mouvement.

RISQUE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le risque juridique et réglementaire correspond au risque associé au non-respect des obligations découlant de l'interprétation ou de l'application d'une disposition législative ou réglementaire ou d'un engagement contractuel par le Mouvement Desjardins, y compris la Société, qui pourrait avoir une incidence sur l'exercice de ses activités, sa réputation, ses stratégies et ses objectifs financiers.

Le risque juridique et réglementaire englobe, entre autres, l'efficacité de la prévention et du traitement des litiges et des réclamations éventuels. Ces litiges et réclamations éventuels peuvent notamment mener à des jugements ou à des décisions d'un tribunal ou d'un organisme de réglementation qui pourraient se traduire par des condamnations à payer des dommages, des pénalités financières ou des sanctions. L'environnement juridique et réglementaire évolue par ailleurs rapidement et pourrait accroître l'exposition de la Société à de nouveaux genres de poursuites. De plus, certaines poursuites intentées contre la Société peuvent être très complexes et porter sur des théories juridiques nouvelles ou n'ayant jamais été vérifiées. L'issue de telles poursuites peut être difficile à prédire ou à estimer avant que les procédures atteignent un stade avancé, ce qui peut prendre plusieurs années. Les recours collectifs ou actions multipartites peuvent présenter un risque supplémentaire de jugements en dommages-intérêts pécuniaires, non pécuniaires ou punitifs substantiels. Les demandeurs qui déposent un recours collectif ou d'autres poursuites réclament parfois des montants très importants et il est impossible de déterminer avant longtemps la responsabilité de la Société, le cas échéant. Une responsabilité légale ou une mesure réglementaire importante pourrait avoir un effet négatif sur le déroulement des activités courantes de la Société, ses résultats opérationnels et sa situation financière, en plus de ternir sa réputation. Même si la Société avait gain de cause devant les tribunaux ou ne faisait plus l'objet de mesures imposées par les organismes de réglementation, ces situations pourraient nuire à sa réputation et avoir une incidence négative sur sa situation financière, notamment en raison des coûts associés à ces procédures, et son image de marque.

Le domaine des services financiers est l'un des secteurs les plus étroitement surveillés et réglementés. Depuis les dernières années, la réglementation qui l'encadre est en plein essor. Cette évolution répond à de nombreux phénomènes socioéconomiques : conception de nouveaux produits financiers de plus en plus complexes, volatilité continue dans le domaine des valeurs mobilières, fraudes financières, lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, lutte à l'évasion fiscale, etc. En plus des exigences des gouvernements fédéraux (Canada et États-Unis) et provinciaux, cette réglementation comprend également celles d'organismes tels que l'AMF, les autorités canadiennes en valeurs mobilières, le BSIF, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels et l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Se conformer aux dispositions législatives et réglementaires importantes, comme celles de la protection des renseignements personnels, de la *Foreign Account Tax Compliance Act*, de la *Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale*, de la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* ou des accords de Bâle, implique d'importantes ressources techniques, humaines et financières en plus d'avoir un effet sur la façon dont la Société gère ses activités courantes et met en œuvre ses stratégies commerciales.

En tant que fonction de supervision indépendante, le Bureau du chef de la conformité du Mouvement fait la promotion d'une approche proactive en matière de conformité en l'intégrant pleinement dans le cadre des activités courantes de l'organisation. Il est responsable de l'élaboration, de la mise à jour et du maintien du cadre de gestion de la conformité, qui s'appuie sur l'identification et le suivi des obligations réglementaires ainsi que des unités fonctionnelles visées par celles-ci. Pour ce faire, une vigie des développements en matière de réglementation, une évaluation de leur incidence sur les activités et une mise en œuvre de stratégies pour l'atténuer sont effectuées en continu par la fonction de conformité en collaboration avec le Bureau du chef des Affaires juridiques. La fonction de conformité appuie les gestionnaires responsables des secteurs d'activité et des fonctions de soutien dans la gestion efficace de leurs risques en élaborant l'encadrement et la documentation pertinente, en exerçant un rôle de conseil, en mettant en place des programmes de formation et en procédant à des inspections périodiques des activités. Le Bureau de la Surveillance du Mouvement Desjardins fournit une évaluation indépendante de l'efficacité du cadre de gestion de la conformité. Enfin, la Société a mis en place un mécanisme formel de reddition de comptes à cet égard à l'intention de la haute direction et des diverses instances. En outre, pour maintenir sa réputation d'intégrité ainsi que la confiance de ses membres, de ses clients, du marché et du public en général, le Mouvement s'est doté d'un code de déontologie applicable à tous ses dirigeants et employés ainsi qu'à toutes ses composantes. Cette gestion d'ensemble de la conformité permet d'obtenir l'assurance raisonnable que la conduite des activités du Mouvement respecte la réglementation à laquelle ces dernières sont assujetties. Malgré tout, il est possible que la Société ne soit pas en mesure de prévoir l'incidence exacte des développements réglementaires et de mettre en œuvre adéquatement ses stratégies pour y répondre. La Société pourrait alors subir des répercussions défavorables sur sa performance financière, ses activités et sa réputation.